

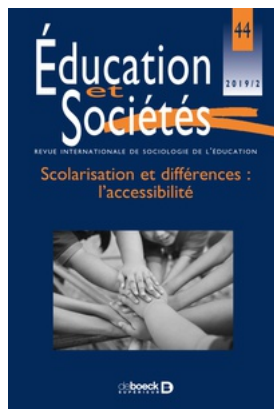


INÉGALITÉS SOCIALES & PARCOURS DE VIE

Chaire de recherche du Canada

Article

VAN DE VELDE Cécile, « Une colère étudiante globale ? Analyse comparée des mouvements étudiants du Chili (2011), du Québec (2012), et de Hong-Kong (2014) », *Education et sociétés*, vol.2, n.44, 2019, p.149-164.



UNE COLÈRE ÉTUDIANTE GLOBALE ? ANALYSE COMPARÉE DES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS DU CHILI (2011), DU QUÉBEC (2012) ET DE HONG-KONG (2014)

Cécile Van de Velde

De Boeck Supérieur | « Éducation et sociétés »

2019/2 n° 44 | pages 149 à 164

ISSN 1373-847X

ISBN 9782807392779

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2019-2-page-149.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Une colère étudiante globale ? Analyse comparée des mouvements étudiants du Chili (2011), du Québec (2012) et de Hong-Kong (2014)

Cécile VAN DE VELDE

Centre de recherche de Montréal sur les inégalités, les discriminations
et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS)

3150 rue Jean Brillant

H3T1N8 Montréal, Québec, Canada

<cecile.vandevelde@umontreal.ca>

Mouvements contre la néolibéralisation des universités, soulèvements démocratiques et, plus récemment, grève internationale pour le climat : la seconde décennie du XX^e siècle a été marquée par la force et l'ampleur des contestations étudiantes sur la scène mondiale. Faut-il y voir le signe de résistances étudiantes qui se structurent désormais à l'échelon global ? Ces multiples mobilisations réactivent la question des "générations" telle que Mannheim l'avait posée il y a bientôt un siècle (Mannheim 1970[1928]) : elles pourraient annoncer la naissance d'une génération de futurs diplômés et diplômées touchés par une crise mondialisée et portés par un destin commun au-delà des frontières.

Cette question pose un défi empirique pour les sciences sociales : elle invite à repérer les points de convergence parmi leurs multiples revendications portées au sein de ces mouvements étudiants, ce qui exige une perspective de stricte comparaison internationale. Pour répondre à ce défi, cet article s'appuie sur la comparaison à grande échelle des écrits contestataires –slogans, textes, posters–, au sein de trois mobilisations postérieures à 2008 : le mouvement étudiant à Santiago du Chili (2011-2012), le "Printemps Érable" à Montréal (2012) et la "Révolution des Parapluies" à Hong-Kong (2014). L'analyse comparative de ces écrits contestataires permet de vérifier s'il existe, au-delà des principales différences de répertoires, une grammaire fondamentale commune de la colère étudiante.

Contestations étudiantes : le défi comparatif

La place centrale des jeunes générations, en particulier étudiantes et diplômées, a été soulignée dès les premiers mouvements sociaux de 2011 : que ce soit dans les Printemps arabes, les Indignés ou Occupy, les chercheurs notent la forte présence des étudiants et des diplômés précaires au cœur des contestations, même s'ils ont été rejoints par d'autres générations (Castells 2015, Glasius & Pleyers 2013, Della Porta & Mattoni 2014, Ancevolici, Dufour & Nez 2016). Ces résonances générationnelles sont alors principalement mises en lien avec deux facteurs : les effets économiques et sociaux d'une crise globalisée sur les perspectives des jeunes générations diplômées (Van de Velde 2011, Rosenhek & Shalev 2014, Blavier 2016, Van de Velde & Loncle 2017) et les nouvelles connexions générationnelles permises par la mobilisation accrue des réseaux sociaux (Feixa 2013, Castells 2015).

Les travaux soulignent en particulier la vivacité des modes de politisation et des répertoires d'action mobilisés, qui viennent contredire certains discours dénonçant l'apathie politique des jeunes générations (Brooks 2016, Luescher et al. 2016, Pickard & Bessant 2018). Ces nouvelles formes de contestation se caractérisent à la fois par une défiance envers la démocratie représentative et le développement d'actions directes et localisées. Pickard (2019) les a conceptualisées sous le terme de "Do It Ourselves Politics", c'est-à-dire inventons nous-mêmes notre politique.

Au-delà de ces modes d'action, les chercheurs établissent des connexions entre les revendications portées par les étudiants et étudiantes dans différentes parties du monde. La confrontation de cas internationaux leur permet d'émettre l'hypothèse de résistances qui se structureraient désormais à l'échelle planétaire contre un "nouvel ordre éducatif mondial" (Brooks 2016, Panait & Teodoro 2017). Des enquêtes comparatives ciblées permettent d'éclairer des convergences entre le mouvement étudiant chilien et le Printemps Érable au Québec (Peñañiel 2012, Perez-Roa 2019), entre les mouvements étudiants chilien et britannique (Cini & Guzman-Concha 2017) ou entre les mouvements sud-africains et les contestations étudiantes d'Afrique francophone (Luescher et al. 2016). Ils notent la présence d'un discours commun sur le prix des études, l'endettement et les inégalités d'accès au supérieur, en réaction à la montée des droits d'inscription et à la néolibéralisation accélérée de leurs systèmes éducatifs. Des enquêtes comparatives ciblées permettent d'éclairer en particulier des convergences entre le mouvement étudiant chilien et le Printemps Érable au Québec (Peñañiel 2018, Perez-Roa 2019), entre les mouvements chilien et britannique (Cini & Guzman-Concha 2017) ou entre les contestations étudiantes sud-africaines et celles d'Afrique francophone (Luescher et al. 2016). Brooks (2016) insiste sur la nécessité d'une double

lecture comparative : selon elle, si la néolibéralisation des systèmes éducatifs a favorisé l'émergence de résonances globales entre ces mouvements, elle rappelle que leurs revendications restent fortement structurées par les États-providence et les histoires politiques nationales.

Trois mouvements contrastés (2011-2014)

Pour mettre empiriquement à l'épreuve l'hypothèse d'une convergence des revendications étudiantes à l'échelon global, l'enquête propose une extension des termes usuels de la comparaison : le dispositif comparatif prend en compte des mouvements étudiants identifiés comme pro-éducatifs (Chili en 2011 et Québec en 2012) et un autre identifié comme pro-démocratique (Hong-Kong en 2014, dit Révolution des Parapluies). Ces trois mouvements s'inscrivent dans différents modèles d'États-providence (Esping-Andersen 2013), sur trois continents différents, ce qui permet de mettre en place un panel de contrastes élargi (Paugam & Van de Velde 2010).

Le mouvement étudiant de Santiago du Chili se déclencha en avril et mai 2011, au même moment que celui des Indignés en Espagne : ciblé sur des revendications éducatives, il bénéficia d'un soutien massif de la population et prit rapidement une ampleur historique à l'échelle du Chili. Dénonçant le coût élevé des études, il revendiquait la gratuité scolaire et plaidait pour un rôle accru de l'État dans le système éducatif chilien qui comptait parmi les plus libéralisés au monde, avec des frais d'inscription très élevés. Les premières mobilisations, convoquées par la Confédération des étudiants du Chili au premier semestre 2011, furent rapidement rejointes par les élèves du secondaire, puis par ceux des collèges privés. Malgré une importante répression policière, le mouvement se prolongea jusqu'en 2012 et 2013. En décembre 2015, la mise en place de la gratuité universitaire fut votée au Chili, sous la présidence de Michelle Bachelet.

Le Printemps Érable au Québec survint peu de temps après, au début de 2012, et prit la forme de la grève étudiante la plus longue de l'histoire du Canada. Il se concentra initialement, comme au Chili, sur les droits d'inscription dans le supérieur, en réponse à leur augmentation prévue par le gouvernement libéral. Coordonné par les fédérations d'associations étudiantes, le mouvement, ayant un carré rouge pour emblème, revendiquait l'annulation de la hausse et la gratuité scolaire. Il prit d'abord la forme d'une grève étudiante générale dans de nombreux établissements du supérieur, du 13 février au 7 septembre 2012, associée à une série de manifestations massives à Montréal et dans plusieurs villes du Québec. À partir de mai 2011, il se prolongea par un "mouvement des casseroles", nocturne, en réaction à l'adoption d'une Loi spéciale 78, le 18 mai 2012, qui restreignait la liberté de manifester. En septembre 2012, un nouveau gouvernement annula par décret la hausse des frais de scolarité induisant de facto la cessation du conflit.

La Révolution des Parapluies de Hong-Kong eut lieu deux ans plus tard, de septembre à octobre 2014, et se centra sur des revendications démocratiques : il s'opposait au projet du gouvernement chinois de réformer le processus d'élection du chef de l'exécutif de Hong-Kong, en remplaçant le suffrage universel par un comité de sélection de 1200 personnes. Le mouvement, initié par le collectif "Occupy Central", s'en émancipa rapidement pour être coordonné par la Fédération des étudiants de Hong-Kong qui lança une campagne de désobéissance civile, avec le ruban jaune pour symbole. Le mouvement tira son nom de l'utilisation de parapluies pour se protéger des gaz lacrimogènes. Le 26 septembre 2014, différents lieux de Hong-Kong furent occupés par les étudiants, notamment tout un tronçon de l'artère centrale de la ville. Celle-ci fut occupée pendant trois semaines, puis la dispersion de la foule par la police le 15 octobre déclencha la fin progressive du mouvement. Le projet de loi fut retiré l'année suivante.

Les "mots de la colère" : une approche par les slogans

Afin de permettre la comparaison des revendications portées dans les différentes protestations, le dispositif méthodologique s'appuie sur la collecte directe, systématique et de grande échelle des écrits contestataires –slogans, posters, affiches– au sein même des trois mouvements sociaux ciblés. Ces écrits contestataires sont mobilisés en tant qu'actes d'écriture (Fraenkel 2011), permettant de rendre lisible la multiplicité des cibles et revendications au sein d'un mouvement social (Tilly 2004). La collecte a pris en compte la plus grande diversité possible de ces slogans, visant autant les messages collectifs qu'individualisés portés dans les protestations : cette démarche a pour but d'étendre le regard sociologique au-delà des cercles militants et des principaux discours diffusés dans le débat public. Les slogans ont été recueillis par observation directe et prise photographique pendant des manifestations à trois moments différents de la mobilisation, pour prendre en compte les évolutions des discours militants. À partir de milliers de photographies, une base de données commune a été créée, rassemblant plus de 1100 slogans –370 environ par mouvement. Tous ont été traduits en anglais, puis soumis à une double analyse : dans un premier temps, une analyse statistique et textuelle –à l'aide du logiciel Iramuteq– a permis de comparer les nuages de mots de chacune des protestations et d'identifier les revendications, les émotions présentes et les cibles de la contestation ; dans un second temps, une analyse qualitative a visé à saisir les grammaires de ces questionnements, en identifiant les univers de mots et les répertoires qui leur sont associés, ainsi que leurs éventuelles convergences.

Nuages de mots : comparaison des trois mouvements étudiants

Que disent ces mots de la colère étudiante ? Une première visualisation statistique des données compare les nuages de mots de chacun des mouvements. Ils recensent les mots les plus souvent mobilisés d'une protestation à l'autre et leur donnent une taille proportionnelle à leur fréquence.

Santiago : de la question éducative à la critique anticapitaliste

Le nuage du mouvement étudiant de Santiago frappe par la centralité d'un seul mot : "education". Ce thème de l'éducation est associé, de façon plus secondaire, à la figure sociale du "student". Les écrits renvoient à la défense d'un droit à une éducation gratuite et de qualité avec des mots saillants tels que "free", "right", "public", "quality". Cette défense mobilise une forte rhétorique du conflit à travers "conflict", "struggle" ou "strike" avec des figures-cibles paradoxalement peu présentes, hors d'institutions politiques élargies : "police", "state", "parti". La dénonciation n'est pas ici directement portée contre des personnes ou des entités précises, mais plutôt contre les conséquences de la néolibéralisation des universités et de la société, telles qu'évoquées par "profit", "debt", "pay" ou "marchandise". Une importante extension des revendications est observée, allant au-delà du seul registre éducatif, vers une critique générale du capitalisme ou d'autres inégalités : "social", "capitalist", "system", "class", "mapuche" (référence à un peuple autochtone). Ces revendications sont associées au registre de l'émancipation existentielle face à l'oppression : "person", "wake", "prisoner", "freedom", "solidarity", "kill", "decent".

Nuage de mots du mouvement étudiant à Santiago du Chili (2011-2012)



Printemps Érable : la confrontation

Le mot “education” est aussi central au sein du Printemps Érable, mais comparativement au mouvement de Santiago, il est associé à un rapport de force politique bien plus identifié : le mot le plus fréquent est en effet “Charest”, nom du Premier ministre du Québec et celui de la ministre de l’Éducation, Beauchamp, apparaît aussi dans le nuage. La configuration classique de la confrontation et de l’opposition domine avec “strike” “stop” “rise” “want” “negociate”, “fuck”, “war” et “red” (renvoyant au carré rouge, symbole du mouvement). La dénonciation de la violence policière y est prégnante, avec les mots “police” et “truncheon”. L’émotion de la colère est aussi perceptible, sous le vocable “angry”. Plus généralement, ce nuage porte une critique de la libéralisation de l’éducation sous des termes proches de ceux du mouvement de Santiago du Chili : “marchandise”, “liberal”, “debt”, “pay”, “capital”, “sale”. Elle est associée à la défense réactive de l’éducation comme valeur – “school”, “educate”, “knowledge” – ainsi qu’à des critiques sociétales plus larges : “democracy”, “maple”, “spring”, “society”, “occupy”. Ces dernières revendications prirent de l’ampleur ensuite, en mai 2012, au cours du mouvement des casseroles.

Nuage de mots du “Printemps Érable” à Montréal (2012)



Hong-Kong : une défense démocratique et territoriale

Le nuage de Hong-Kong présente une configuration bien distincte, structurée autour d’un seul mot : “democracy”. Y sont associées des revendications politiques précises autour du suffrage universel (“universal”, “suffrage”, “vote”, “civil”, “right”), mais aussi la mobilisation de valeurs plus générales (“peace”, “love”, “freedom”). Les figures-cibles sont ici à peine visibles, le nuage n’en laisse apparaître que deux : une figure lointaine, évoquant le pouvoir chinois (“Beijing”) et une plus proche (“police”). Face à cette menace qui dit peu son nom, la rhétorique

mobilisée est plus défensive, perceptible dans un appel marqué à la solidarité commune (“solidarity”, “support”, “unite”), à la protection (“save”, “stand”, “protect”, “calm”) et à l'espoir (“hope”, “long”, “life”, “time”). Cette défense est structurée autour de l'attachement local à la ville de Hong-Kong, avec des expressions telles que “home”, “heart”, “city”, et “proud”. Elle est associée à des émotions multiples telles que la tristesse ou la peur (“cry”, “afraid”). Les identités collectives apparaissent diversifiées et à géométrie variable : une figure dominante porte le mouvement, “student”, associée à d'autres identités plus universelles : “person”, “human”, “world”. Ainsi réunis, les slogans du mouvement de Hong-Kong témoignent d'un soulèvement collectif de défense face à une double menace, à la fois démocratique et territoriale.

Nuage de mots de la “Révolution des Parapluies” à Hong-Kong (2014)



Deux mondes de la colère étudiante ?

“Education” pour Montréal et Santiago, et “democracy” pour Hong-Kong : cette analyse des nuages de mots établit une première distinction entre deux types de répertoires, l'un pro-éducatif, l'autre pro-démocratique. Une analyse plus qualitative des slogans permet de mieux saisir le sens et les convergences de ces revendications étudiantes.

Santiago et Montréal : de la question éducative à la critique démocratique

En premier lieu, les rhétoriques des mouvements chiliens et québécois frappent par leur convergence. Ces mouvements sont souvent réduits à des conflits

étudiants contre la hausse des droits d'inscription, mais l'analyse de leurs slogans montre que la critique éducative débouche dans les deux cas sur une critique systémique et démocratique plus large. Celle-ci s'articule autour de trois questions interdépendantes : un refus de la marchandisation du savoir, une dénonciation de l'injustice de l'endettement étudiant et une demande de renouvellement démocratique. Le tableau ci-dessous met en parallèle différents slogans collectés au sein des deux contestations.

De l'éducation à la démocratie : comparaison thématique de slogans collectés à Santiago (2011) et Montréal (2012)

Santiago	Montréal
Le savoir contre le marché	
"L'éducation n'est pas à vendre"	"L'éducation n'est pas un produit de consommation"
"Combien vaut l'éducation ? \$\$\$\$"	"Je pense donc je paie !"
"Master Card"	"Fast school"
"Une éducation sans entreprises !!"	"À vendre : éducation"
"De la salle de classe à la lutte des classes"	"Pauvres : payez !"
La dette comme injustice générationnelle	
"Étudier au Chili, c'est mourir endetté"	"Un crédit pour la vie"
"5 années à étudier, 15 années à payer"	"Un peu de change pour payer mon université ?"
"Maman, Papa, je n'arrive pas à choisir entre manger et étudier"	"Sois jeune et tais-toi"
"Assez de profits, nous voulons étudier !"	"La juste part : 100%"
Une demande de renouvellement démocratique	
"Reprends pouvoir sur ta vie !"	"Un choix pour tous !"
"Excusez le dérangement, nous travaillons pour une éducation gratuite et interculturelle"	"Désolés pour le dérangement, nous essayons de changer le monde"
"Pouvoir aux jeunes !"	"Monsieur Charest, vous avez déclaré la guerre à une génération en entier"
"Nous sommes des jeunes et des vieux rebelles, nos droits ne sont pas négociables"	"Ceci n'est pas une grève étudiante, c'est une société qui s'éveille"

Le savoir contre le marché

Au départ, les deux mouvements se structurent autour de la figure d'une éducation menacée par la place grandissante du marché. Les slogans témoignent d'une opposition frontale au processus de marchandisation qui financiarise la valeur du

savoir, par exemple “Combien vaut l'éducation? \$\$\$\$” à Santiago ou “Je pense donc je paie !” à Montréal. Les études y sont, dans les deux cas, comparées à une simple activité d'achat consumériste, comme l'évoquent les slogans “Fast School” à Santiago ou “Master Card” à Montréal. Les étudiants dénoncent aussi les conséquences néfastes de ce prix sur les inégalités d'accès au supérieur : en freinant la possibilité d'étudier pour les plus pauvres, ce coût élevé est présenté comme un facteur d'amplification de la lutte des classes traduite par les expressions “De la salle de classe à la lutte des classes” à Santiago ou “Pauvres, payez !” à Montréal. Les deux mouvements convergent ainsi dans la défense d'un droit à une éducation “digne, de qualité et gratuite”. Leurs divergences se situent plutôt face aux cibles de la colère : si le mouvement de Santiago vise davantage le poids des banques et entreprises privées dans le système éducatif, celui de Montréal cible plus directement le gouvernement, responsable de l'augmentation des droits d'inscription.

La dette comme injustice générationnelle

Dans les deux cas, la critique se cristallise sur la dette étudiante symptôme d'une injustice sociale et générationnelle. C'est avant tout le transfert de la dette publique vers l'endettement privé qui est critiqué. L'augmentation des frais universitaires réduit la dette publique en accroissant celle, individuelle, des jeunes générations. L'austérité se résume ainsi à faire payer par une génération le poids d'une dette collective. Au sein des deux mouvements, les slogans mettent ainsi en scène des individus mis à mort par le crédit ou étouffés par le poids de la dette tout au long de leur vie (“Étudier au Chili, c'est mourir endetté” à Santiago ou “Un crédit pour toute la vie” à Montréal). Les conséquences collectives de cette austérité sont aussi dénoncées, associées à l'appauvrissement d'une génération : “Assez de profits, nous voulons étudier !” à Santiago ou “La juste part : 100%” à Montréal. Il ne s'agit pas d'un conflit générationnel, car les figures ciblées sont les générations au pouvoir, plus que celles des aînés qui sont même très présentes dans les slogans de Santiago en soutien à leurs “petits-enfants”, ce qui est moins le cas à Montréal.

Une demande de renouvellement démocratique

De l'éducation à la démocratie : peu présentes au début du mouvement, les revendications politiques et démocratiques s'amplifient au fil des protestations et deviennent sociétales et pro-démocratiques. Dans les deux cas, ce glissement s'opère en réponse à une forme de crispation démocratique, après le vote de la Loi Spéciale au Québec ou la violence policière au Chili. Les slogans font ainsi la part belle aux thématiques du mépris et de l'écoute, ainsi que de la souveraineté individuelle et collective : “Reprends pouvoir sur ta vie !” à Santiago ou “Un choix pour tous !” à Montréal. Ces rhétoriques sont portées par une forte critique de la démocratie représentative, question qui provoque dans les deux cas des tensions

internes entre militants quant à la légitimité du vote aux élections. Les écrits contestataires mettent en avant la nécessité d'un contre-mouvement pour construire un autre "avenir" : cette mobilisation est d'abord générationnelle, mais l'appel s'étend ensuite à d'autres groupes sociaux, comme le montrent les slogans "Nous sommes des jeunes et des vieux rebelles, nos droits ne sont pas négociables" à Santiago ou "Ceci n'est pas une grève étudiante, c'est une société qui s'éveille" à Montréal.

Hong-Kong : l'éducation comme force démocratique

En contraste avec ces deux mouvements, la grammaire de la contestation de Hong-Kong paraît plus pro-démocratique. Pourtant, à l'analyse, les thèmes de l'éducation et de la justice générationnelle y sont également très présents, même s'ils s'y déploient davantage en lien avec les questions de citoyenneté.

L'éducation, force démocratique : sélection thématique de slogans de la "Révolution des Parapluies" à Hong-Kong (2014)

Les étudiants comme avant-garde démocratique
"Les étudiants pour la démocratie"
"Nous sommes des étudiants, nous voulons la démocratie"
"Soutenez les étudiants et la démocratie"
"Tout ce que nous voulons, c'est la démocratie"
Le vol d'un futur
"Battez-vous pour la justice"
"Pour notre ville, pour notre avenir, pour notre démocratie, pour notre liberté"
"La démocratie, c'est l'avenir"
"Parce que nous ne pouvons pas vivre sans liberté"
La démocratie comme combat collectif
"Même si nous ne pouvons rien changer au final, nous aurons changé l'histoire..."
"Nous n'avons droit qu'à un essai, n'abandonnez pas"
"La démocratie ne s'arrêtera pas"
"Restez forts et unis – La démocratie va gagner"

Les étudiants comme avant-garde démocratique

Même si le mouvement de Hong-Kong ne s'est pas déclenché sur des questions éducatives, il fait la part belle aux enjeux de l'éducation. Celle-ci y est présentée comme un outil d'émancipation citoyenne et démocratique, menacée par la volonté d'écrasement des étudiants par le gouvernement. "Soutenez

les étudiants et la démocratie” : les écrits contestataires associent cette figure de l'étudiant à une avant-garde éclairée de la lutte démocratique qui sollicite des soutiens extérieurs pour renforcer son combat. Ils mettent ainsi en scène un “nous” étudiant comme porte-voix d'un combat historique, en lutte pour la démocratie et contre la répression : “Nous sommes des étudiants, nous voulons la démocratie”. L'éducation est donc présentée comme le pilier de la “vraie” démocratie et sa défense intimement liée à des questions de souveraineté collective et territoriale.

Le vol d'un futur : une injustice générationnelle

Cette défense étudiante s'appuie sur un argument central : l'injustice, pour les générations actuelles et futures, du projet gouvernemental de modifier le mode d'élection du comité exécutif de Hong-Kong. Les slogans se rejoignent ici dans l'accusation d'une décision subie et historiquement injuste (“Battez-vous pour la justice”), car elle impose un recul de la démocratie aux jeunes générations. Celles-ci n'ont pas participé à cette décision, mais elles devront en porter le poids sur le long terme : “Pour notre ville, pour notre avenir, pour notre démocratie, pour notre liberté”. Les slogans portent la thématique d'une “captation” de l'avenir des générations futures. L'enjeu historique d'un nécessaire refus générationnel est donc très présent avec la référence à d'autres combats décisifs tels que la Révolution française et l'appel à la reconstruction collective d'un futur : “La démocratie c'est l'avenir”.

Sauver la démocratie : un combat collectif

Comparativement aux deux autres mouvements, cette parole générationnelle se focalise sur le fait non de “renouveler”, mais de “sauver” la démocratie représentative : les slogans se construisent autour de la menace d'un pouvoir invisible et autoritaire, nuisible pour la destinée d'une ville et l'avenir des jeunes générations. L'enjeu est plutôt de contenir la violence de sa réaction, qui remettrait en cause et délégitimerait ce combat, de solliciter la solidarité et le soutien pour éviter la répression : “Restez forts et unis, la démocratie va gagner”. Contre cette figure menaçante, la démocratie est associée à un progrès irréversible et à une nécessité historique –“La démocratie ne s'arrêtera pas”– même si le combat se présente comme désespéré : “Nous n'avons droit qu'à un essai, n'abandonnez pas”.

Éducation, justice entre générations, démocratie : une trame commune

Au-delà de leurs différences, ces deux “mondes de la colère” ont-ils des points de convergence ? Quelles sont les problématiques communes entre les trois mouvements ? À l'analyse, les discours se rejoignent sur une même trame

fondamentale, qui pourrait se résumer ainsi : “Ma vie, votre dette, notre démocratie”. Cette dialectique articule ainsi trois questions, reliées entre elles : la valeur de l'éducation, l'injustice de la dette et le renouveau démocratique.

Contre la mise à mort de l'éducation : défendre la valeur du savoir

Le premier élément de cette grammaire commune repose sur une défense fondamentale de l'éducation et de sa place dans la société. Cette question est le plus souvent grammaticalement associée au lexique du refus et de l'indignation, avec de nombreux “no”, des formes impératives et des exclamations. Pour exprimer cette opposition, les slogans convoquent l'image d'une réelle “mise à mort”, avec des mots existentiels évoquant la perte, la privation de vie ou du “vol” d'un avenir : “Le système assassine les rêves de nos étudiants” à Santiago, “RIP éducation” (pour Rest in Peace education, Repose en paix, éducation) à Montréal ou “Vous pouvez arrêter des étudiants, vous ne pourrez pas arrêter la démocratie” à Hong-Kong. Dans les mouvements de Santiago et de Montréal, cette mise à mort de l'éducation s'apparente à une “mise en vente” du savoir, alors qu'à Hong-Kong, elle est davantage associée à une mise à mort physique. Dans tous les cas, cette dénonciation débouche, dans les discours, sur une rhétorique de mobilisation générationnelle pour défendre la “valeur” de l'éducation en tant qu'outil d'émancipation sociale et citoyenne.

Éducation : sélection thématique de slogans des mouvements étudiants de Santiago (2011), Montréal (2012) et Hong-Kong (2014)

Contre la mise à mort de l'éducation...
“Le système assassine les rêves de nos étudiants” (Santiago)
“RIP, éducation” (Montréal)
“Vous pouvez arrêter des étudiants, vous ne pourrez pas arrêter la démocratie” (Hong-Kong)
Défendre la “valeur” du savoir
“Pour une éducation digne, libre et gratuite” (Santiago)
“Le savoir n'est ni à vendre ni à consommer, mais à partager” (Montréal)
“N'oublions pas que l'éducation, c'est pour la vie” (Hong-Kong)

Contre l'injustice entre générations : se mobiliser pour les générations futures

Lié à l'éducation, le deuxième élément de cette grammaire commune touche l'injustice entre générations. Les trois mouvements ont en commun de dénoncer le poids de décisions passées qui grèvent le futur des jeunes étudiants,

les obligeant à en subir seuls les conséquences sans avoir été consultés. Cette thématique se traduit dans les slogans par un nouvel acteur à protéger : les “générations futures”. Cette question de l’avenir des plus jeunes générations est très présente dans les discours : “Arrêtez d’hypothéquer notre avenir !” à Santiago, “Nous ne négocierons pas notre appauvrissement !” à Montréal ou “Mes parents pleurent pour moi, je pleure pour mon futur” à Hong-Kong. À Santiago du Chili et à Montréal, cette injustice générationnelle est d’abord dénoncée en termes financiers, alors que dans la Révolution des Parapluies, elle est plutôt politique, associée au poids d’une décision considérée comme irrémédiable. Dans les trois mouvements étudiés, cette dénonciation se cristallise sur la dénonciation d’une “dette” –économique, politique, voire environnementale– injustement transmise aux jeunes générations par celles au pouvoir. Elle débouche sur une rhétorique de l’“éveil” collectif au nom de la justice générationnelle, dans le but de défendre l’avenir collectif des jeunes.

L’injustice entre générations : sélection thématique de slogans étudiants de Santiago (2011), Montréal (2012) et Hong-Kong (2014)

Contre l’injustice entre générations
“Arrêtez d’hypothéquer notre avenir !” (Santiago)
“Nous ne négocierons pas notre appauvrissement !” (Montréal)
“Mes parents pleurent pour moi, je pleure pour mon futur” (Hong-Kong)
... Se mobiliser contre le futur
“Si le présent est une lutte, nous aurons un avenir” (Santiago)
“On vous dérange ? On veut juste changer le Québec” (Montréal)
“Refusez l’ombre du passé” (Hong-Kong)

Contre le déni démocratique : reprendre sa place dans la démocratie

L’enjeu démocratique constitue le troisième point de convergence de ces discours étudiants. Chaque mouvement s’est construit en réaction à des décisions censées menacer le droit d’expression, de décision ou de manifestation démocratique : même à Montréal et à Santiago, la question du déni démocratique a pris une part de plus en plus significative au fil des manifestations étudiantes. Elles revendiquent toutes, à différents degrés, une “vraie démocratie”, comme dans la plupart des “mouvements des places” des années 2011 et suivantes. Elle est ici associée à une forte critique du système des partis et à une dénonciation radicale du cynisme ou de l’arrogance du monde politique en place : “Ton indifférence est plus violente que n’importe quelle barricade” à Santiago, “J’ai mal à ma démocratie”

à Montréal ou “Votre arrogance nous maintient ici, la solidarité nous aidera à vaincre” à Hong-Kong. Cette “vraie démocratie” prend divers visages selon le mouvement. À Hong-Kong, il faut d’abord “sauver” une démocratie représentative menacée, tandis qu’à Santiago et Montréal, il s’agit plutôt de “renouveler” la démocratie représentative, par des appels au changement de constitution et à la démocratie plus directe. Partout, la défense démocratique mobilise une rhétorique du “combat” générationnel, présenté comme indispensable pour revendiquer sa place dans la société. Le ressort fondamental de la mobilisation est de retrouver une forme de souveraineté individuelle et collective à travers deux revendications : le droit de choisir et celui de prendre la parole. Les étudiants insistent donc à la fois sur le droit de participer aux décisions déterminantes pour l’avenir de la société et sur la légitimité d’une prise de parole directe et égalitaire, malgré leur statut de jeune étudiant.

La démocratie : sélection thématique de slogans de Santiago (2011), Montréal (2012) et Hong-Kong (2014)

Contre le déni démocratique...
“Ton indifférence est plus violente que n’importe quelle barricade” (Santiago)
“J’ai mal à ma démocratie” (Montréal)
“Votre arrogance nous maintient ici, la solidarité nous aidera à vaincre” (Hong-Kong)
... revendiquer sa place dans la démocratie
“1789 à la guillotine ! La révolution, c’est l’éducation des étudiants” (Santiago)
“Crions plus fort pour que personne ne nous ignore” (Montréal)
“Get up, stand up! Don’t give up the fight”» (Hong-Kong)

Conclusion

Quand les étudiants protestent... que revendiquent-ils ? De ces différentes contestations de la décennie se dégage une grammaire fondamentale de la collèe étudiante. Au-delà de leurs revendications respectives, les mobilisations se fondent sur une dialectique commune, qui fait jouer une défense de la valeur de l’éducation, la dénonciation d’une injustice entre générations et le refus d’un déni démocratique. L’existence de cette grammaire commune lors de trois contestations contrastées conforte donc empiriquement l’hypothèse de profondes résonances entre les mouvements étudiants de la décennie 2010.

L’analyse des slogans a d’abord permis de comparer deux grammaires contestataires différentes, un répertoire pro-éducatif dénonçant les conséquences de la marchandisation du savoir dans les conjonctures éducatives plus libérales du Chili et du Québec et un répertoire pro-démocratique mobilisant les étudiants comme

avant-garde protectrice de la démocratie à Hong-Kong. Ces répertoires renvoient à deux des principaux mondes de la colère étudiante de l'après 2008, l'un associé aux configurations libérales et l'autre aux configurations autoritaires. Le rôle des États-providence se retrouve donc prégnant, tout comme celui des histoires politiques sur la structuration des répertoires étudiants (Brooks 2016).

Or ces deux mondes de la colère se rejoignent sur ce même argumentaire de fond, revendiquant à la fois une revalorisation de l'éducation, une meilleure justice entre générations et un progrès démocratique. Parmi ces trois thématiques, l'injustice générationnelle est particulièrement à noter : si les questions de la démocratie –dans une moindre mesure, celle de l'éducation– ont été déjà identifiées comme élément commun des “mouvements des places” après 2008 (Allen & Reich 2013, Glasius & Pleyers 2013, Castells 2015, Ancelovici et al. 2016), le thème de l'injustice sociale entre générations, pourtant central dans la présente analyse, n'a pas encore été relevé dans ces travaux. Une recherche ultérieure pourrait déterminer s'il s'agit d'un argumentaire spécifique des étudiants ou des jeunes diplômés. D'autre part, les récentes grèves sur le climat ont été marquées par la montée en puissance de cette thématique de l'injustice entre générations, dans ses dimensions à la fois sociales et environnementales : il serait intéressant de comparer les fondements rhétoriques des contestations étudiantes d'après 2008 avec les mouvements plus récents sur le climat, pour éclairer la façon dont ces rhétoriques étudiantes ont pu évoluer au cours de la décennie.

Références bibliographiques

- ALLEN D. & REICH R. 2013 dir. *Education, Justice, and Democracy*, Chicago, University of Chicago Press
- ANCELOVICI M., DUFOUR P. & NEZ H. 2016 eds. *Street Politics in the Age of Austerity: from the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press
- BLAVIER P. 2016 “Sociogénèse de la révolution tunisienne : expansion scolaire, chômage et inégalités régionales”, *Actes de la recherche en sciences sociales-1*, 55-71
- BROOKS R. 2016 ed. *Student Politics and Protest: International Perspectives*, London-New York, Routledge
- CASTELLS M. 2015 *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*, Cambridge UK, Polity
- CINI L. & GUZMÁN-CONCHA C. 2017 “Student movements in the age of austerity. The cases of Chile and England”, *Social Movement Studies-16*(5), 623-628
- DELLA PORTA D. & MATTONI A. 2014 eds. *Spreading protest. Social movements in times of crisis*, Colchester UK, ECPR Press
- ESPING-ANDERSEN G. 2013 *The three worlds of welfare capitalism*, Cambridge UK, Polity
- FEIXA C. & NOFRE J. 2013 eds. *La generación indignada. Topías y utopías del 15M*, Lleida, Milenio

- FRAENKEL B. 2011 *Les écrits de septembre*. New York 2001, Paris, Textuel
- GLASIUS M. & PLEYERS G. 2013 "The Global Moment of 2011: Democracy, Social Justice and Dignity", *Development and Change*-44(3), 547-567
- LUESCHER T., KLEMENČIČ M. & OTIENO JOWI J. 2016 dir. *Student politics in Africa: Representation and activism*, Cape Town, African Minds
- MANNHEIM K. 1970[1928] "The Problem of Generations", *Psychoanalytic Review*-57(3), 378-404
- PANAÏT O.-M. & TEODORO A. 2017 "Présentation du dossier. Vers l'analyse des résistances aux normes éducatives issues de la globalisation", *Éducation et Sociétés*-39, 5-18.
- PAUGAM S. & VAN DE VELDE C. 2010 "Le raisonnement comparatiste", in Paugam S. dir. *L'enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 358-374
- PEÑAFIEL R. 2018 "New Modes of Youth Political Action and Democracy in the Americas: From the Chilean Spring to the Maple Spring in Quebec", in Pickard S. & Bessant J. eds. *Young People Re-Generating Politics in Times of Crises*, Cham, Springer, 349-373
- PÉREZ-ROA L. 2019 "From 'good credit' to 'bad debt': Comparative reflections on the student debt experience of young professionals in Santiago, Chile, and Montreal, Canada", *Economic Anthropology*-6(1), 135-146
- PICKARD S. 2019 *Politics, Protest and Young People. Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*, Basingstoke, Palgrave Macmillan
- PICKARD S. & BESSANT J. 2018 dir. *Young People re-generating Politics in Times of Crises*, Basingstoke, Palgrave Macmillan
- ROSENHEK Z. & SHALEV M. 2014 "The political economy of Israel's 'social justice' protests: a class and generational analysis", *Contemporary Social Science*-9(1), 31-48
- TILLY C. 2004 *Social Movements, 1768-2004*, Boulder, Colo, Paradigm Publishers
- VAN DE VELDE C. 2011 "Indignés : les raisons de la colère", *Cités*-46-47, 293-297
- VAN DE VELDE C. & LONCLE P. 2017 "Sous la colère : les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral", *Informations sociales*-195(7), 48-54